

5. Dans le cas de l'affirmative, un officier ou un membre de la Royale Gendarmerie à cheval du Canada a-t-il obtenu sa signature?

6. Combien d'autres malades d'origine japonaise dans les maisons de santé de la Colombie-Britannique ont été envoyés au Japon?

7. Quel en est le nombre en provenance des maisons de santé des autres provinces?

L'hon. M. MITCHELL:

1. Oui.

2. Oui.

3. Depuis janvier 1933.

4. Non.

5. Non.

6. La division de l'immigration en a expulsé un. Quinze sont partis de leur plein gré.

7. Aucun.

L'hon. M. STIRLING:

1. Combien de Japonais ont quitté Greenwood (C.-B.), à destination du Japon a) antérieurement au 1er janvier 1946, b) après cette date?

2. A quelles dates sont-ils partis et combien étaient-ils dans chaque groupe?

3. Sur ce nombre, combien étaient a) des ressortissants du Japon, b) des citoyens du Canada par naturalisation, c) des personnes nées au pays?

L'hon. M. MITCHELL:

1. a) 10.

b) 185.

2. 10 sont partis pour le Japon en août 1943; 134 en juin 1946 et 51 en août 1946.

3. a) 26.

b) 56.

c) 32 personnes nées au Canada, de 16 ans et plus.

81 mineurs nés au Canada.

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

OUTILLAGE CONTRE L'INCENDIE DU SERVICE DE PROTECTION

M. DORION:

1. Quelle quantité d'outillage contre incendie appartenant au service de protection contre les attaques aériennes a été aliénée par le Gouvernement?

2. Quelle quantité de cet outillage a été vendue aux corporations municipales?

3. Quel a été le prix de vente de cet outillage?

CANADIAN-SOVIET FRIENDSHIP LEAGUE

M. HLYNKA:

1. La Canadian-Soviet Friendship League a-t-elle tenu des réunions dans la salle des conférences de l'édifice du Conseil national de recherches au cours des années 1944, 1945 et 1946?

[M. MacInnis.]

2. Dans le cas de l'affirmative, combien et à quelles dates?

3. Quel était le sujet de discussion lors de chacune de ces réunions et qui présidait ces réunions?

4. Y avait-il des frais pour l'usage de la salle de conférences lors de ces réunions? Dans le cas de l'affirmative, quels frais exigeait-on pour chaque réunion et à qui les payait-on?

5. Quel était le nom de la personne qui, chaque fois, a demandé l'usage de cette salle de conférences?

6. Quel est le nom du fonctionnaire ou des fonctionnaires de qui relevait la location de la salle des conférences à l'association susmentionnée?

SUBVENTIONS AUX PROVINCES

M. REID:

Quelles ont été les sommes totales données sous forme d'aide financière ou de subventions aux provinces de l'Alberta, du Manitoba et de la Saskatchewan au cours des années 1940 à 1945?

QUESTIONS OUVRIÈRES

DÉCLARATION DU CONSEIL RÉGIONAL DU TRAVAIL EN TEMPS DE GUERRE SUR DES RELÈVEMENTS DÉPASSANT 10c. PAR HEURE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

L'hon. HUMPHREY MITCHELL (ministre du Travail): L'honorable député de Vancouver-Est (M. MacInnis) m'a demandé samedi dernier si j'avais communiqué au Conseil régional du travail en temps de guerre de la Colombie-Britannique des instructions ou des conseils au sujet de l'augmentation maximum de 10c. par heure prescrite par cet organisme. Je suis allé aux renseignements, comme je m'y étais engagé. Aucun conseil ni ordre de ce genre n'a émané de mon bureau. Peut-être le Conseil régional du travail en temps de guerre de la Colombie-Britannique a-t-il jugé bon d'attendre le dépôt du rapport du comité à la Chambre pour se prononcer définitivement sur certains cas.

LES PASSEPORTS

ARTICLE DE LA *Gazette* DE MONTRÉAL DU 12 AOÛT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. ANGUS MacINNIS (Vancouver-Est): A-t-on signalé au premier ministre suppléant un article publié ce matin dans la *Gazette* de Montréal sous la rubrique: "Ministre du cabinet fédéral soupçonné dans l'affaire des faux passeports", et peut-il le commenter à la Chambre?

Le très hon. L.-S. ST-LAURENT (premier ministre suppléant): Avant mon lever ce matin, on a commencé à m'interroger sur cet article paru dans la *Gazette* et qui émanait de la *Presse Canadienne*. Dès mon arrivée au bureau, j'ai téléphoné à plusieurs personnes afin